

## Enseignants, parents et maires, la colère gronde.

Rassemblement devant la préfecture ce jeudi



Enseignants, parents et maires, la colère gronde.

### Nous ne comprenons pas !

Ce jeudi à 15 heures a eu lieu un rassemblement devant la préfecture d'Auch, conduit entre autres par Joël Bernadot maire de St Sauvy et Guy de Galard maire de Sainte Marie. Le sujet en était la suppression de poste.

" Nous sommes en RPI depuis 1992, explique **Joël Bernadot**, maire de Saint Sauvy. On nous a notifié il y a quelques jours une suppression de poste, ce qui générerait un grand bouleversement dans notre RPI, et ce n'est pas acceptable pour nous ! D'autant que les effectifs pour la rentrée 2023, sont supérieurs à la rentrée 2022. Nous ne comprenons pas pourquoi on nous supprime ce poste.

**Guy de Galard**, maire de Sainte Marie, renchérit: " Nous sommes ici pour faire comprendre que la "petite" ruralité à besoin de toutes ses écoles, pour le bon fonctionnement et le bien être de tout le territoire, et surtout pour celui des enfants. Il faut essayer de garder au maximum les écoles rurales, certes avec des effectifs qui sont un peu moindre, car nous répondons par la qualité. Surtout en sachant que nous accueillons des enfants avec des handicaps importants, mentaux ou moteurs, qui sortent des grands groupes scolaires, et auquel nous donnons un accueil personnalisé. Des parents nous ont choisis pour cette raison. Sur Sainte Marie nous avons deux institutrices et deux ATSEM et deux enfants avec handicap, qui viennent d'autres communes "

" On vient de s'apercevoir que dans le compte rendu du conseil d'école, qu'en le recopiant ils ont oubliés 6 enfants, s'explique une maman. Et six élèves en moins ça peut jouer pour la fermeture des classes. On va penser que c'est une erreur de frappe ... "

### Nous sommes pourtant de bons élèves!

" Ça fait plusieurs années que le ministère rend de l'argent tous les ans à chaque budget, on ne dépense pas tout le budget qui nous est alloué. A chaque fois ce sont des milliers de postes, des milliers de classes qui ferment alors qu'elles auraient pu être préservées. Si cet argent là avait pu être transformé, on ne serait pas loin des 3000 postes. On nous supprime 4 postes et l'ATSEM à beau faire ce qu'il peut, il est tout à fait sincère dans ses positions, mais il a une équation qui est insoluble. C'est sur cette position là que nous nous associons au boycott de la motion qui a été présentée par la FSU avec FO et la SCPE. C'est une position de principe. Nous voulons signaler au recteur et à l'Etat qu'il faut conserver les écoles rurales et pour ce faire, qu'il ne faut pas nous supprimer des postes. On ne peut pas affirmer d'un côté que l'éducation est une priorité et de l'autre ne pas lui en donner pas les moyens !

Depuis 2012 c'est la première fois que dans le premier degrés il va y avoir des suppressions de postes dans toute la France. C'est le premier budget qui acte 1 117 fermetures pour l'ensemble des écoles primaires en France, et c'est énorme !

L'assemblée s'est dispersée vers 16 h. L'ordre du jour n'a pas été entamé. Les représentants ont lu une déclaration qui expliquait pourquoi ils avaient décidé de boycotter, "même si c'est un boycott symbolique. On sait qu'elle se tiendra quand même. C'est une de nos seules armes pour montrer notre mécontentement et permettre éventuellement une mobilisation la semaine prochaine. Ça peut donner un peu de temps aux écoles qui en ont besoin pour faire valoir leurs arguments".

L'ordre du jour intégral est reporté au vendredi 17 février.



la plus jeune des manifestantes.JPG



inquiétude.JPG



rassemblement.JPG



Céline Salles , présidente de la com com astarac arros en gascogne  
, Philippe Dupouy président département.JPG